
**LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE
POUR LE DEVELOPPEMENT
ET L 'AFRIQUE :**

Opportunité ou Normalisation ?

**Par
Sams Dine SY**

➤ **Introduction**

➤ **LA DECLARATION DU MILLENAIRE DE L'ONU**

➤ **LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT POUR LE MILLENAIRE, OMD**

➤ **LES OMD EN TANT QU 'OPPORTUNITE**

➤ **LES INCERTITUDES ET RISQUES ASSOCIES AUX OMD**

➤ **L ES DEFIS DES ODM POUR L 'AFRIQUE**

➤ **Conclusion**

Présenté au Forum Social Africain Addis Abeba 5-9 Janvier 2003

- **La Déclaration du Millénaire de l'ONU est un ensemble d'engagements et d'objectifs à atteindre par la Communauté internationale afin de faire face aux défis du XXIe siècle.**
 - Elle est l'aboutissement d'un processus complexe
 - Formulation des priorités par les Commissions régionales, les Commissions spécialisées, avec la société civile, le secteur privé, les jeunes et d'autres groupes
 - Rédaction du Rapport Annan « Nous les peuples : le rôle des N.U. au XXIe siècle »
 - Discussion du Rapport par des Forum spécialisés (ONG, Intellectuels...)
 - Assemblée Générale du Millénaire
 - Sommet du Millénaire de l'ONU
 - Adoption de la Déclaration

Les domaines couverts par les engagements et les objectifs

- Paix, sécurité et désarmement
- **Développement et élimination de la Pauvreté : les OMD**
Droit de l'homme, démocratie et bonne gouvernance
- Protéger l'environnement commun
- Protéger les groupes vulnérables
- Renforcer l'ONU
- *Besoins spéciaux de l'Afrique*

- Le Plan de campagne adopte de façon délibérée la mise en œuvre comme perspective, le temps des études de faisabilité et des rapports serait passé
 - Il met l 'accent sur la nécessité de susciter la volonté politique des Etats de tenir les engagements déjà pris et de mettre en œuvre les stratégies déjà élaborées
 - Il détaille chacun de ces engagements et fournit en annexe les listes des ODM
 - Cependant, il précise qu'aucun des OMD ne sera atteint si l 'on y consacre d 'importantes ressources supplémentaires

- Le Plan comporte un mécanisme de suivi annuel sur des thèmes spécifiques
 - prévention des conflits armés et traitement
 - prévention des maladies dont VIH/Sida et paludisme
 - stratégie de développement durable
 - financement du développement
 - suppression du clivage numérique
 - lutte contre le crime transnationale
- Ainsi qu'un bilan d 'exécution en 2005 sous forme de rapport d 'ensemble du SG

- **Les engagements sont des principes à observer par les Etats membres de l'ONU**
- **Un des engagements - *développement et l'élimination de la pauvreté* : les OMD - a fait l'objet d'une quantification précise**
- **Les OMD sont destinés à sensibiliser la communauté internationale sur la nécessité d'accroître l'aide au développement et d'améliorer son efficacité**
- **Il s'agit d'une tentative ambitieuse d'harmonisation des objectifs de développement de l'ONU et les divers objectifs internationaux de développement**
- **L'ONU, le Comité d'Aide au développement de l'OCDE et les Institutions de Bretton Woods sont au centre du dispositif de mise en œuvre des OMD**

- 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim**
- 2. Assurer l'éducation primaire pour tous**
- 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
- 4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 15 ans**
- 5. Améliorer la santé maternelle**
- 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**
- 7. Assurer un environnement durable**
- 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Pour chacun des objectifs, le Plan de campagne précise les cibles (18) et les indicateurs (48)

- **L 'Afrique fait face à des problèmes de réhabilitation, de reconstruction, de redressement et de développement d 'une nature et d 'une ampleur inconnues à ce jour**
- **La persistance de ces problèmes en fait un continent exclu des bénéfices de la mondialisation, fragmenté dans l'espace et dans le temps, marqué par la multiplication de catastrophes et de situations de crise (pandémies, conflits armés, pauvreté, famine, sécheresse, exode et migration...)**
- **Depuis les attentats du 11 septembre, l'Afrique est considérée comme une « Zone grise » à faible valeur stratégique, habitée par la méfiance, non régi par des normes généralement admises de gouvernance (Etats défailants ou inexistantes, zones de trafics de déchets, d 'armes, de drogues, d 'argent sale, d'enfants et organes humains...)**
- **C'est pourquoi, la Déclaration du Millénaire comporte aussi un engagement à faire face aux besoins spéciaux de l 'Afrique**

- **Appuyer les structures politiques et institutionnelles des démocraties naissantes**
 - (NEPAD/ gouvernance, idéaux démocratiques)
- **Soutenir les mécanismes régionaux / sous régionaux de prévention des conflits, de promotion de la stabilité et financement régulier des opérations de maintien de la paix**
- **Prendre des mesures pour éliminer la a pauvreté et réaliser le développement durable y compris**
 - l'annulation de la dette
 - l'amélioration de l'accès aux marchés
 - l'accroissement de l'APD
 - l'augmentation des flux d'IED
 - le transfert des technologie
- **Doter l'Afrique des capacités pour freiner la propagation du VIH/Sida et autres maladies infectieuses**



ARTICULATION DES BESOINS SPECIAUX DE L 'AFRIQUE ET DES OMD

DOMAINES DE LA DECLARATION DU MILLENAIRE	ODM A L'HORIZON 2015 (sauf indication contraire)	REPOINDRE AUX BESOINS SPECIAUX DE L'AFRIQUE
Paix sécurité et désarmement		<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les structures politiques et institutionnelles des démocraties naissantes (NEPAD/ gouvernance, idéaux démocratiques - Soutenir les mécanismes régionaux / sous régionaux de prévention des conflits, de promotion de la stabilité et financement régulier des OMP
Développement et élimination de la Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de moitié pauvreté en 2015 (inégalité de revenu, faim, accès à l'eau potable) - EPT en 2015 cycle complet d'études primaires achevé pour les garçons et les filles, égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation - Mortalité maternelle et infantile réduite de 3/4 et de 2/3 en 2015 - Arrêt de la propagation du VIH/Sida et maîtrise du fléau du paludisme et autres pandémies - Assistance spéciale aux orphelins du sida - améliorer la vie de 100 M les habitants de taudis (villes sans taudis ni bidonvilles) - égalité des sexes et autonomisation des femmes - donner des chances de trouver un travail décent et utile à tous les jeunes - Bonne gouvernance nationale et globale et transparence des systèmes financiers, monétaire, commercial ouvert, équitable, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire. Lever les obstacles au financement du développement (mobilisation des ressources intérieures, augmentation des apports de capitaux privés, accroissement de l'APD, expansion du commerce) - prendre en compte les besoins des PMA par : l'adoption de politique d'admission en franchise de droits et hors contingent pour la quasi-totalité des produits exportés ; l'application du programme d'allègement de la dette des PPTE et annuler les dettes bilatérales publiques contractées en contrepartie de la volonté de lutter contre la pauvreté, accorder ; une aide généreuse aux pays qui réduisent la pauvreté. - répondre aux besoins des petits Etats insulaires en développement (programme d'action et indice de vulnérabilité) prendre en compte des besoins des pays sans littoral (obstacles géographiques et système de transport) - Appréhender de façon globale le problème de la dette des pays à faible revenu et intermédiaire (PFR PRI) - Faire en sorte que les avantages des NT (NTIC en particulier) soient accordés à tous. 	<ul style="list-style-type: none"> - prendre des mesures pour éliminer la pauvreté et réaliser le DD y compris - l'annulation de la dette - l'amélioration de l'accès aux marchés - l'accroissement de l'APD - l'augmentation des flux d'IED - le transfert des technologie - Doter l'Afrique des capacités pour freiner la propagation du VIH/Sida et autres maladies infectieuses

ARTICULATION DES BESOINS SPECIAUX DE L 'AFRIQUE ET DES OMD

<p>Développement et élimination de la Pauvreté</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de moitié pauvreté en 2015 (inégalité de revenu, faim, accès à l'eau potable) - EPT en 2015 - cycle complet d'études primaires achevé pour les garçons et les filles, égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation - Mortalité maternelle et infantile réduite de 3/4 et de 2/3 en 2015 - Arrêt de la propagation du VIH/Sida et maîtrise du fléau du paludisme et autres pandémies - Assistance spéciale aux orphelins du sida - améliorer la vie de 100 M les habitants de taudis (villes sans taudis ni bidonvilles) - égalité des sexes et autonomisation des femmes - donner des chances de trouver un travail décent et utile à tous les jeunes - Bonne gouvernance nationale et globale et transparence des systèmes financiers, monétaire, commercial ouvert, équitable, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire. Lever les obstacles au financement du développement (mobilisation des ressources intérieures, augmentation des apports de capitaux privés, accroissement de l'APD, expansion du commerce) - prendre en compte les besoins des PMA par : l'adoption de politique d'admission en franchise de droits et hors contingent pour la quasi-totalité des produits exportés ; l'application du programme d'allègement de la dette des PPTE et annuler les dettes bilatérales publiques contractées en contrepartie de la volonté de lutter contre la pauvreté, accorder ; une aide généreuse aux pays qui réduisent la pauvreté. - répondre aux besoins des petits Etats insulaires en développement (programme d'action et indice de vulnérabilité) - prendre en compte des besoins des pays sans littoral (obstacles géographiques et système de transport) - Appréhender de façon globale le problème de la dette des pays à faible revenu et intermédiaire (PFR PRI) - Faire en sorte que les avantages des NT (NTIC en particulier) soient accordés à tous. 	<ul style="list-style-type: none"> - prendre des mesures pour éliminer la pauvreté et réaliser le DD y compris - l'annulation de la dette - l'amélioration de l'accès aux marchés - l'accroissement de l'APD - l'augmentation des flux d'IED - le transfert des technologie - Doter l'Afrique des capacités pour freiner la propagation du VIH/Sida et autres maladies infectieuses
<p>Droit de l'homme démocratie et bonne gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter et faire appliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme et assurer la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de chacun - RDC à appliquer les principes et pratiques de la démocratie et du respect des droits des hommes y compris celui des minorités - lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et appliquer la Convention sur l'élimination de discrimination à l'égard des femmes - assurer le respect des droits fondamentaux des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille contre le racisme, la xénophobie et promouvoir une plus grande tolérance et harmonie dans toutes les sociétés - adopter des processus politiques plus égalitaires et permettant la participation de tous les citoyens à la vie politique - assurer le droits des médias de jouer leur rôle essentiel et le droit public à l'information 	<p>Appui aux structures politiques (gouvernance, NEPAD, capacité de maintien de la paix</p>
<p>Protéger l'environnement commun</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire entrer en vigueur le Protocole de Kyoto et appliquer les réductions prescrites des émissions des gaz à effet de serre - Intensifier l'action commune pour la gestion, la préservation et le développement durable de tous types de forêt - appliquer la Convention sur la diversité biologique et la Convention de lutte contre la désertification en particulier en Afrique - mettre fin à l'exploitation irrationnelle des ressources en eau - coopération en vue de réduire le nombre et les effets des catastrophes naturelles ou dues à l'homme - assurer le libre accès à l'information relative au génome humain Médicaments essentiels 	
<p>Protéger les groupes vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir et renforcer la protection des civils en situation d'urgence complexes (droit international humanitaire) - Renforcer la coopération internationale dans le partage du fardeau des réfugiés et des personnes déplacées et les aider à rentrer volontairement chez eux en toute dignité et sécurité et à se réinsérer - Ratifier et mettre en œuvre la Convention aux droits de l'enfant ainsi que les protocoles sur l'implication des enfants dans les conflits armés et la vente d'armes, la prostitution des enfants, la pornographie mettant en scène des enfants 	

ARTICULATION DES BESOINS SPECIAUX DE L 'AFRIQUE ET DES OMD

<p>Protéger les groupes vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elargir et renforcer la protection des civils en situation d'urgence complexes (droit international humanitaire) - Renforcer la coopération internationale dans le partage du fardeau des réfugiés et des personnes déplacées et les aider à rentrer volontairement chez eux en toute dignité et sécurité et à se réinsérer - Ratifier et mettre en œuvre la Convention aux droits de l'enfant ainsi que les protocoles sur l'implication des enfants dans les conflits armés et la vente d'armes, la prostitution des enfants, la pornographie mettant en scène des enfants 	
<p>Renforcer l'ONU</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réaffirmer le rôle central de l'Assemblée générale - réformer les procédures du Conseil de Sécurité - renforcer le CES - renforcer la CIJ <p>Encourager des consultations et la coordination régulière entre les organes des NU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à la disposition de l'ONU les ressources nécessaires - Inviter le SG à mieux utiliser les ressources - Favoriser le respect de la Convention sur la sécurité du personnel des NU 	
<p>Besoins spéciaux de l'Afrique</p>		

ARTICULATION DES BESOINS SPECIAUX DE L'AFRIQUE ET DES OMD

NOM DE LA DECLARATION LENAIRE	ODM A L'HORIZON 2015 (sauf indication contraire)	REPOUDRE AUX BESOINS SPECIAUX DE L'AFRIQUE
Sécurité et désarmement		<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les structures politiques et institutionnelles des démocraties naissantes (NEPAD/ gouvernance, idéaux démocratiques) - Soutenir les mécanismes régionaux / sous régionaux de prévention des conflits, de promotion de la stabilité et financement régulier des OMP
Développement et élimination de la pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de moitié pauvreté en 2015 (inégalité de revenu, faim, accès à l'eau potable) - EPT en 2015 - cycle complet d'études primaires achevé pour les garçons et les filles, égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation - Mortalité maternelle et infantile réduite de 3/4 et de 2/3 en 2015 - Arrêt de la propagation du VIH/Sida et maîtrise du fléau du paludisme et autres pandémies - Assistance spéciale aux orphelins du sida - améliorer la vie de 100 M les habitants de taudis (villes sans taudis ni bidonvilles) - égalité des sexes et autonomisation des femmes - donner des chances de trouver un travail décent et utile à tous les jeunes - Bonne gouvernance nationale et globale et transparence des systèmes financiers, monétaire, commercial ouvert, équitable, fondé sur le droit, prévisible et non discriminatoire. Lever les obstacles au financement du développement (mobilisation des ressources intérieures, augmentation des apports de capitaux privés, accroissement de l'APD, expansion du commerce) - prendre en compte les besoins des PMA par : l'adoption de politique d'admission en franchise de droits et hors contingent pour la quasi-totalité des produits exportés ; l'application du programme d'allègement de la dette des PPTE et annuler les dettes bilatérales publiques contractées en contrepartie de la volonté de lutter contre la pauvreté, accorder ; une aide généreuse aux pays qui réduisent la pauvreté. - répondre aux besoins des petits Etats insulaires en développement (programme d'action et indice de vulnérabilité) - prendre en compte des besoins des pays sans littoral (obstacles géographiques et système de transport) - Appréhender de façon globale le problème de la dette des pays à faible revenu et intermédiaire (PFR PRI) - Faire en sorte que les avantages des NT (NTIC en particulier) soient accordés à tous. 	<ul style="list-style-type: none"> - prendre des mesures pour éliminer la pauvreté et réaliser le DD y compris <ul style="list-style-type: none"> - l'annulation de la dette - l'amélioration de l'accès aux marchés - l'accroissement de l'APD - l'augmentation des flux d'IED - le transfert des technologie - Doter l'Afrique des capacités pour freiner la propagation du VIH/Sida et autres maladies infectieuses
L'homme, la démocratie et bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter et faire appliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme et assurer la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de chacun - RDC à appliquer les principes et pratiques de la démocratie et du respect des droits des hommes y compris celui des minorités - lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et appliquer la Convention sur l'élimination de discrimination à l'égard des femmes - assurer le respect des droits fondamentaux des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille contre le racisme, la xénophobie et promouvoir une plus grande tolérance et harmonie dans toutes les sociétés - adopter des processus politiques plus égalitaires et permettant la participation de tous les citoyens à la vie politique - assurer le droits des médias de jouer leur rôle essentiel et le droit public à l'information 	Appui aux structures politiques (gouvernance, NEPAD, capacité de maintien de la paix)
L'environnement commun	<ul style="list-style-type: none"> - Faire entrer en vigueur le Protocole de Kyoto et appliquer les réductions prescrites des émissions des gaz à effet de serre - Intensifier l'action commune pour la gestion, la préservation et le développement durable de tous types de forêt - appliquer la Convention sur la diversité biologique et la Convention de lutte contre la désertification en particulier en Afrique - mettre fin à l'exploitation irrationnelle des ressources en eau - coopération en vue de réduire le nombre et les effets des catastrophes naturelles ou dues à l'homme - assurer le libre accès à l'information relative au génome humain 	
Les groupes vulnérables	<p>Médicaments essentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elargir et renforcer la protection des civils en situation d'urgence complexes (droit international humanitaire) - Renforcer la coopération internationale dans le partage du fardeau des réfugiés et des personnes déplacées et les aider à rentrer volontairement chez eux en toute dignité et sécurité et à se réinsérer - Ratifier et mettre en œuvre la Convention aux droits de l'enfant ainsi que les protocoles sur l'implication des enfants dans les conflits armés et la vente d'armes, la prostitution des enfants, la pornographie mettant en scène des enfants 	
Le rôle de l'ONU	<ul style="list-style-type: none"> - Réaffirmer le rôle central de l'Assemblée générale - réformer les procédures du Conseil de Sécurité - renforcer le CES - renforcer la CIJ <p>Encourager des consultations et la coordination régulière entre les organes des NU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre à la disposition de l'ONU les ressources nécessaires - Inviter le SG à mieux utiliser les ressources - Favoriser le respect de la Convention sur la sécurité du personnel des NU 	
Besoins spéciaux de l'Afrique		

- **Affirmation de la responsabilité mutuelle des pays en matière de développement**
- **réaffirmation de la responsabilité des PED dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes, l'amélioration de la gouvernance, et le renforcement des capacités institutionnelles et technologiques**
- **réaffirmation du soutien des bailleurs de fonds dans le cadre du partenariat mondial par l'harmonisation et la globalisation de leur politique d'aide au développement, d'accès aux marchés, de réduction de la dette et d'assistance technique**
- **engagement à augmenter l'APD de 8% au cours des 5 prochaines années**
- **amélioration de la connaissance des besoins financiers : 60 Milliards \$US par an pendant 10 ans (Rapport Zedillo)**

- **Relance de l'effort en matière d'aide au développement**
 - plusieurs annonces (G8, Etats Unis, Canada, France...) et promesses d'accroissement de l'aide publique destinée à l'Afrique (6 Mds au cours des 5 prochaines années)
 - Meilleur ciblage des PMA, de l'Afrique SS, des Pandémies, des zones en conflits, de la pauvreté
 - Conditionnalité ex ante (DSRP, APRM, MTEF)
 - logique d'appropriation et de partenariat y compris avec le G8
- **Intérêt nouveau pour la production de biens publics globaux**
 - stabilité
 - sécurité
 - réchauffement climatique
 - santé
 - éducation
 - groupes vulnérables
 - aide humanitaire...
- **perspective nouvelle pour le partenariat public-privé**

• Incertitudes

- la modalité actuelle de la mondialisation néo-libérale permet-elle la poursuite d'objectifs planétaire de croissance forte et de développement ?
- la montée des tensions suggère-t-elle l'entrée du monde dans un nouveau cycle de violence et de terreur (conflits de préférences collectives entre Etats, entre acteurs étatiques et non étatiques, entre régions, entre civilisations/idéologies) ?
- la constitution des systèmes d'armes de destruction massive va-t-elle mobiliser une part grandissante des ressources des pays riches
- la persistance du comportement hégémonique américain empêchera -t-elle tout progrès vers un nouveau régime de gouvernance mondiale ?
- l'évolution prévisible du Sida et de la pauvreté rendra -t-elle caducs les objectifs fixés pour y faire
- les mouvements sociaux seront-ils en mesure d'influencer durablement le processus du développement et de participer à la réalisation des ODM

➤ Il est difficile de dire à ce stade si les OMD ne sont qu'un effet d'annonce et une manière pour les pays riches d'enterrer l'aide au développement

• Risques globaux

- des questions d'importance stratégiques comme les applications scientifiques, les infrastructures, l'énergie, sont laissées de côté dans la définition des ODM
- le consensus de Monterrey est adopté par 60 pays, ce qui en réduit la portée
- l'inclusion du secteur privé dans la réalisation des ODM peut constituer une forme de subvention déguisée aux multinationales
- le contexte post-11/09 invite à plus de réalisme en ce qui concerne le financement, l'accès aux marchés et la réduction de la dette
- le lien entre lutte contre le terrorisme et contre la pauvreté est établi au risque de confondre les pauvres et les terroristes et de faire de la lutte contre le terrorisme une nouvelle conditionnalité pour bénéficier de l'aide
- difficultés à mettre en place un mécanisme de coordination inter-institutionnelle
- impossibilité de mettre en œuvre le mécanisme d'évaluation en partenariat par les pairs à cause des relations de liens bilatéraux et multilatéraux

➤ Face à ces risques, il importe d'évoluer vers une conception élargie de la notion du développement qui ne se réduit pas à dimension économique

• Risques spécifiques à chaque OMD

- une conception limitative de la réduction de la pauvreté qui interdit toute perspective de rattrapage et transforme l'aide au développement en aide humanitaire
- l'éducation pour tous au détriment de l'enseignement supérieur et de la recherche, ce qui revient à favoriser l'exode des étudiants, des enseignants et des chercheurs
- l'absence de débouchés et d'emploi pour les femmes et les jeunes en l'absence d'opportunités nouvelles d'affaires
- une dépendance accrue vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques et chimiques du Nord en l'absence de mesures d'accompagnement dans la production de vaccins et de semences
- un partenariat d'apparat institutionnalisé qui renforce la dépendance à l'égard du G8 et de ses bras armés (FMI/Banque Mondiale/OMC)

➤ Il importe en tout état de cause de procéder à une évaluation détaillée de la cohérence et de la pertinence de chaque OMD

• Risques pour l'Afrique

- la logique de l'intégration au marché mondial et l'appropriation des programmes de réduction de la pauvreté renforcent la fragmentation du continent et favorisent l'éclatement de la solidarité continentale entre l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Afrique australe
- la faiblesse de l'épargne africaine empêche de mobiliser les fonds additionnels nécessaires pour réaliser les OMD
- les nouvelles politiques protectionnistes américaines et européennes (subventions agricoles, normes techniques...) annulent les efforts consentis en matière d'accroissement de l'aide
- difficulté de choisir le bon niveau d'intervention (plusieurs modalités d'intégration régionale de fait ou de jure se côtoient en Afrique)
- le partenariat avec le G8 ouvre la porte à l'acceptation des propositions en matière de règlement de crise de la dette souveraine (propositions du Krueger du FMI) et à l'organisation juridique de la faillite des Etats

➤ face à ces risques, il importe pour l'Afrique de mieux définir son approche des questions de développement, ses priorités en matière d'investissement et sa place dans le système mondial

- **Les OMD génèrent une plus grande efficacité sociale à l'échelle individuelle et locale**
 - croissance économique soutenue et frugale (économe en ressources)
 - réduction significative des inégalités, de la pauvreté et de l'exclusion sociale en 2015 et au delà pendant au moins trois siècles
 - accès et disponibilité suffisante de biens et services publics globaux
- **Les OMD permettent la constitution d'un fonds mondial pour le développement**
 - alimenté par des ressources mobilisées en guise de réparation/compensation des dommages causés à l'Afrique et monde en développement
 - dommages liés à l'esclavage et à la colonisation
 - autres dommages causés dans différents domaines
 - environnement
 - couches vulnérables
 - populations victimes de la violence et de la terreur globale
 - exploitation sans retenue des ressources
 - instrumentation des Nations Unis à des fins privées

- **Les OMD contribuent à rehausser durablement la place de l'Afrique dans le système mondial**
 - avènement d'un système mondial polycentrique, équilibrée et auto-organisé
 - gouvernance globale articulé à une gouvernance africaine
 - réforme en profondeur des institutions mondiales de financement et de régulation (FMI/BM/OMC et Conseil de Sécurité) et découplage des fonctions
 - création d'institutions régionales séparées de financement et de régulation légitimes et efficaces (Union Africaine sur une base régionale dotée de compétence à la carte
 - participation effective de la société africaine et des entreprises africaines à la gouvernance politique et économique régionale et mondiale

- L'évaluation des défis que soulèvent les OMD est inséparable de celle des instruments existants ou envisagés pour mobiliser l'aide au développement et inciter au respect des principes de bonne gouvernance
 - Initiative en faveur des Pays Pauvres et Très Endettés, PPTE
 - Cadre Stratégique de réduction de la pauvreté, CSRP
 - Cadre Stratégique de Développement CDF
 - Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, DSRP
 - Medium Term Framework for Public Expenditure, MTF
 - African Peer Review Mechanism dans le cadre du NEPAD et de l'Union Africaine